

CIBLE

Prix

A Aix-la-Chapelle, le 1^{er} mai, Angela Merkel a reçu le Prix Charlemagne 2008 qui récompense chaque année une personnalité pour l'action qu'elle a menée en faveur de la construction européenne.

A cette occasion Nicolas Sarkozy a rendu à la chancelière allemande un hommage aussi vibrant que pitoyable.

Tout à ses propos vulgaires, le supposé président ne s'est pas aperçu que le prix récompensait la personnalité qui avait ressuscité le défunt « traité constitutionnel » sous la forme du traité de Lisbonne. Lors de cette opération, Nicolas Sarkozy a cherché à se donner le beau rôle alors qu'il a nous a menti deux fois :

En se posant comme principal artisan du traité ;

En présentant comme « nouveau » et « simplifié » un texte complexe et essentiellement fidèle à la prétendue « constitution ».

La chancelière allemande a reçu avec une satisfaction évidente l'hommage de son comparse et complice. Nous ne saurions le lui reprocher. Mais nous enrageons de voir Nicolas Sarkozy nous mentir et se mentir à lui-même, s'humilier et nous humilier. L'homme plie devant la force parce qu'il admire les forts. C'est en cela qu'il fait peur.

GOLFE

Bruits de guerre

Démographie

**Le temps
des immigrés**

p. 6-7

Idées

**Daniel
Lindenberg**

p. 9

Découverte (1)

J'apprécie vraiment votre journal qui répond à mes attentes concernant les articles politiques et sociaux. Je regrette toutefois qu'il n'y ait pas plus d'articles culturels permettant d'élargir et d'enrichir le journal. Je tiens cependant à souligner la qualité de vos articles et suis ravie de partager vos opinions quant à l'évolution ou plutôt l'involution de notre société. Vous trouverez donc mon abonnement pour trois mois seulement car ma situation financière ne me permet d'aller au-delà de cette durée.

V. T. (Pyrénées-Atlantiques)

Découverte (2)

Je viens de découvrir votre site internet. Vos idées semblent correspondre aux miennes. Mais je ne veux pas m'enflammer trop vite ayant été très déçu par certains se déclarant royalistes mais qui ne sont en fait que des émanations nationalistes, racistes et xénophobes, tout à l'opposé de l'idée que j'aime à défendre d'une monarchie constitutionnelle. J'envie nos voisins britanniques ou espagnols... Pouvez-vous m'adresser un exemplaire "papier" gratuit de votre bimensuel ? Merci (je dis papier car je préfère lire sur mon bureau que devant l'écran d'ordinateur).

Sur votre site je n'ai pas trouvé la partie adhésion... peut-être est-ce voulu pour que cela ne soit l'objet que d'une sage décision ? En attendant de vous lire, je vous prie d'agréer l'expression de mon respect pour votre action qui me semble très saine.

D.B (Hérault)

Colère contre Maria

Dans le numéro 923 de *Royaliste*, Maria Da Silva consacre, sous le titre « *La colère de Natalia* », trois colonnes à l'ouvrage d'une certaine Natalia Narotchnitskaïa. Avouons le tout de suite, nous n'avons pas lu ce livre et n'avons donc rien à en dire. Ce sont les propos de votre collaboratrice qui nous poussent à réagir. Non pas les éléments d'une polémique éculée contre les « intellectuels médiatiques » et les remugles nauséabonds d'un anti-américanisme qu'on espérait disparu de ce journal, ceci est plus lassant qu'autre chose, mais ce qui semble constituer le cœur même de l'article, son argument **irréfutable** : l'exaltation de la « *Grande guerre patriotique* ». On nous le dit : l'Armée Rouge a libéré l'Europe de la terreur nazie, c'est une vérité historique, qui doit être reconnue comme un préalable à tout dialogue avec la Russie d'aujourd'hui, et ceux qui l'oublient sont des « incultes ». Permettez donc à l'inculte que je suis, chère Maria, de vous rappeler quelques faits historiques. Je vous rappellerai d'abord que l'URSS n'a pas commencé la guerre « du bon côté », mais qu'elle a au contraire profité de son alliance avec l'Allemagne nazie pour agresser la Finlande, annexer les Pays baltes et la Bessarabie roumaine, et se partager la Pologne. Vous pardonnerez sans doute à ces peuples de ne pas partager votre enthousiasme soviétophile. Certes, par la suite, répondant à l'agression allemande, les Russes se sont battus courageusement et, en effet, l'Armée Rouge a joué un rôle décisif (seuls les imbéciles pourraient le nier) dans la défaite des nazis. Mais si les mots ont un sens, chère Maria, on ne peut pas dire que cette victoire ait été une **libération** pour une bonne moitié de l'Europe : Polonais, Tchèques, Slovaques, Hongrois, Roumains et

Bulgares sont passés d'une Occupation à l'autre. Et il ne semble pas non plus qu'ils en gardent un très bon souvenir. Eh oui, c'est ainsi, pauvre Maria, vous qui semblez tellement regretter que la France ait été libérée à l'issue de ce minable petit débarquement de Normandie ! Enfin, permettez-moi de vous citer : « *il faut se souvenir, écrivez-vous, que les Russes et presque tous les peuples qui ont appartenu à l'Union soviétique sont fiers d'avoir gagné (...) la Grande guerre patriotique.* » Le « *presque tous* » fait toute la saveur de la phrase. Il me semble en effet me souvenir que certains peuples du Caucase et d'Asie centrale en ont subi quelques désagréments...

En fait, si j'ai bien compris, Maria Da Silva reprend à son compte la vision historique de Natalia Narotchnitskaïa. Et c'est bien là qu'apparaît dans toute son ampleur le **problème** russe, tel que l'évoque d'ailleurs avec brio Gérard Leclerc dans son compte rendu de l'ouvrage de Jean-François Colosimo (*L'Apocalypse russe*, dans le numéro 924 de *Royaliste*). Il est évident qu'Européens et Russes ont tout intérêt à s'entendre, mais il est faux de croire que ce sont les Européens qui posent problème. Tant que les Russes refuseront de voir ce que l'Union soviétique a réellement été pour l'Europe et continueront à cultiver leurs chimères impériales, tant que la Russie refusera de se concevoir comme un État-Nation, aucune entente sérieuse ne sera possible. C'est à un profond travail sur eux-mêmes que les Russes sont appelés, mais c'est la condition *sine qua non* pour que se bâtisse cette Maison Commune que Mitterrand et Gorbatchev appelèrent de leurs vœux. Sinon ? Eh bien le jeu pour les Américains sera facile, trop facile. Et il faudra être bien « inculte » pour s'en étonner.

P. L. (Paris)

Indigènes

L'article de Maria Da Silva dans *Royaliste* 924, intitulé « *Citoyens ou indigènes ?* » m'a beaucoup intéressé, tant il traite d'une question cruciale sous un angle trop rare et que j'approuve. Je passerai sur une autre rareté : des coquilles dans un article de *Royaliste*, avec une phrase sans verbe (*"De fait, Robert Castel montre*

que ces jeunes inscrits dans cette catégorie floue") et une confusion (la Marne au lieu du Val-de-Marne) ! Il est important de rappeler que les fameux « *jeunes de banlieue* » bénéficient de toutes les libertés formelles, comme disaient les marxistes, et des droits liés à la citoyenneté. Il est juste de dire que les « *Indigènes de la République* » sont en plein délire, se croyant « *dans une France toujours coloniale* ». Mais je ne comprends pas la conclusion, car si je vois bien le discours d'exclusion « *indigéniste* » conforté par les émeutes (terme préférable à celui employé dans l'article de « *révolte* »), je ne vois (malheureusement !) pas quand le supposé « *intégrisme* de l'universalisme » a trouvé à s'exprimer et donc à se renforcer. De quoi, de qui parle-t-on ?

J.-M. D. (Val-de-Marne)

Séparation des pouvoirs

Le président de la République française a annoncé il y a quelques temps aux médias que les auteurs de coups de feu contre les forces de l'ordre seront traduits devant la cour d'assises. Je suis surpris par cette annonce

En Belgique, quand un suspect d'avoir commis une infraction est identifié et interpellé, son dossier est soumis - sur initiative du Procureur - à des magistrats du siège qui, après avoir entendu le Procureur et l'avocat du suspect, décident

du non-lieu
de l'internement en institution psychiatrique
du renvoi devant le tribunal de police

du renvoi devant le tribunal correctionnel

du renvoi devant la cour d'assises

Le Pouvoir judiciaire, qui est indépendant, n'a pas à apprendre du Pouvoir exécutif quelle sera sa future décision. Si le Roi, le Premier ministre ou le ministre de la Justice faisait une annonce comme Monsieur Sarkozy, on crierait au scandale.

Vous me comprenez bien : je n'aborde pas du tout ici mon sentiment personnel sur la gravité des faits matériels, je vous parle en Droit.

R.F. (Bruxelles)

royaliste
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : ROBERTW. HENDLON

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Une loi stupide et dangereuse - Rebond - p.4 : Comment en finir avec le CNRS ? - p.5 : Golfe troisième - p.6/7 : Le temps des immigrés - p.8 : Avec de Gaulle - Mitterrand et Vichy - p.9 : Une éducation politique - p.10 : Le massacre des tirailleurs sénégalais - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Vers les épreuves.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.33.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Une loi stupide et dangereuse

La commission Attali avait accouché d'un long et ahurissant rapport censément destiné à fournir des solutions au mal français : l'atonie de la croissance.

Promesse avait été faite par Christine Lagarde de transformer rapidement certaines des propositions en dispositions législatives immédiatement applicables. Des quelques 300 propositions de la commission bien peu se retrouvent dans ce projet de Loi de modernisation de l'économie (LME) qui viendra prochainement en discussion.

Pourtant, là n'est pas le fond de l'affaire. L'intervention de Sarkozy à la télévision nous l'a confirmé : pas de pensée économique, une simple réaction aux événements ; pas de politique économique mais un fatras de mesures sans rime ni raison, si ce n'est de faire plaisir à certains amis ; pas de vision pour la France, du cabotage économique. De son propre aveu, Sarkozy n'y connaît rien. Voilà qui est clair, n'attendons pas de lui de fournir les cartes et l'éclairage, c'est peine perdue. Christine Lagarde n'est guère mieux lotie, dommage pour nous. Il faudra bien choisir un jour une voie, un itinéraire et une pensée cohérente si l'on veut en sortir. Ce n'est pas - pas encore - pour cette fois, il n'y a pas de rupture là non plus. À élire des incultes on finit toujours dans le mur.

On ne peut néanmoins pas prétendre que ce gouvernement est inactif : il **mo-der-nise**. Voilà le remède lancé. Ce pays est vieux, compassé, à la traîne des nouveaux maîtres de l'économie

mondiale, Sarko va remédier à tout cela. Des mesures il en prend, la LME est là pour en témoigner. Examinons d'abord les bonnes mesures, deux, dont nous aimerions bien voir comment elles seront appliquées : d'abord le raccourcissement des délais de paiement, problème central des petites structures qui servent de banquier aux principales entreprises du CAC, utilissime mesure destinée à améliorer ce qui fait chuter bon nombre de PME, le manque de trésorerie ; ensuite la possibilité enfin offerte pour les créateurs d'entreprises de ne régler leurs cotisations que quand elles feront du chiffre d'affaires et non d'avance. Voilà ce que nous voyons d'utile...

Mais l'ensemble des autres mesures est d'une autre eau. Moderniser, autre nom pour libéraliser. On va donc libérer la croissance et améliorer le pouvoir d'achat. Comment ? En permettant à la grande distribution d'accroître encore son emprise sur la consommation. Pas de pouvoir d'achat ? Laissez les faire et vous verrez. On va légaliser toutes les mauvaises manières : pressions, marges arrière, etc. Les derniers verrous qui empêchaient la prolifération des supermarchés en centre ville vont sauter, l'installation sera quasi libre... Au nom de quoi ? La concurrence accrue favoriserait la baisse des prix. Même en réfléchissant bien, on ne voit pas.

Les mesures phares du dispositif LME sont basées sur une idée que tout le monde sait fausse. La concurrence libre et non faussée n'existe pas, c'est une chimère pour ultra-libéraux imbéciles. Tout cela mènera toujours aux ententes illicites et aux petits accords entre égaux pour se partager le gâteau. Ce ne sont pas les quelques mesurette censées veiller à la libre concurrence qui y pourront quelque chose. Là, ce n'est plus de l'incompétence, c'est de la bêtise, risible, pitoyable.

À quoi tout cela mène-t-il ? C'est fort simple. Mécaniquement les prix devraient légèrement baisser (1 à 3 %). Les marges des grandes enseignes vont exploser ; les pressions à la baisse des prix des producteurs vont s'accroître, encourageant de nouvelles délocalisations et une baisse continue de la qualité des produits et de la sécurité des consommateurs.

Deuxième série de conséquences : le petit commerce, déjà mal en point, ne s'en relèvera pas. Curieux pour un gouvernement de droite de sacrifier une catégorie de la population qui l'a toujours si stupidement suivi. Toutes ces dispositions, et cela c'est l'esprit même du rapport Attali, visent à la concentration ; concentration économique, financière, territoriale, humaine. Pour le bien de qui ? Les gains pour la population seront faibles et de toute façon bien illusoire. Les conséquences de ce béjaunisme d'État seront, elles, catastrophiques à moyen et long terme. Qui s'en soucie vraiment ?

Pascal BEAUCHER

Rebond

Information : « *En chute libre dans les sondages, Nicolas Sarkozy cherche le moyen de rebondir* ». Donc : échec de Thierry Saussez, grand communicant et sauveur de présidents. Nécessité de réagir vite.

Par pigeon voyageur, ai proposé plan *SOS Rebond* (1).

Principales mesures :

- installation de diffuseurs de senteurs de rose dans tous les bureaux ;

- sur le modèle inversé du *boîtier anti-jeunes*, mise en place d'un *boîtier attrape-jeunes* émettant des ondes positives dans un rayon de cinq kilomètres. Appareil testé avec succès sur Jack Lang ;

- placer une piscine gonflable sur la pelouse de l'Élysée. Y faire tremper Carla Bruni (pas nue, on l'a déjà vue, mais en bikini Diorissimo). Passer confidentiellement l'info aux photographes de la presse *pipole*. Jouer la surprise indignée lors de la diffusion des clichés. Lancer une campagne *Touche pas à ma Pote* ;

- réalisation de l'émission *Les Grosses têtes* en direct du palais présidentiel avec concours de grivoiseries et élection de Miss Contrepétérie qui sera ensuite jetée dans la piscine gonflable remplie de champagne pour l'occasion ;

- tous les samedis soirs, reprise dans le parc des meilleurs morceaux du spectacle du Puy du Fou avec Nicolas Sarkozy dans le rôle de l'Enchanteur Merlin et Rachida Dati dans celui de la Fée Mélusine ;

- chaque dimanche à 17 heures, goûter populaire dans la salle des Fêtes avec lancer de nains pour rehausser la stature du locataire de l'Élysée.

Colonel SPONZ

(1) SOS : *Save Our Sarkozy*.

Comment en finir avec le CNRS ?

Le Centre National de la Recherche Scientifique, créé après la Libération pour donner un instrument fort à l'État dans sa politique de recherche, est devenu au fil des ans un boulet pour le gouvernement, par sa résistance à la politique de Recherche-développement au service du secteur privé, et son exigence de maintien d'une recherche fondamentale.

Puisque les critères d'évaluation de la recherche ont changé et qu'il n'est plus question de financer des recherches fondamentales aux bénéfices douteux, il doit disparaître. Ce constat établi depuis Balladur se heurte à un problème: c'est un EPST (1), avec son corps de fonctionnaires, et on ne raye pas une institution publique d'un trait de plume parce qu'elle a cessé de plaire. Alors une politique tenace de démantèlement a été mise en place. Elle est exemplaire.

Première étape (faite) : montrer que le CNRS ne sert plus les intérêts de l'État. Tout le monde sait maintenant qu'il s'agit d'une féodalité figée sur ses privilèges, pleine de vieux croûtons qui profitent de la sécurité de l'emploi pour s'amuser à des recherches inutiles.

Deuxième étape (faite) : retirer au CNRS son autonomie financière. C'est chose faite grâce à la création de l'*Agence Nationale de la Recherche*

(ANR), qui distribue sur concours le budget de la recherche pour des projets choisis par l'État. Le CNRS perd donc toute capacité à développer une politique scientifique propre.

Troisième étape (presque faite) : ôter des mains du CNRS l'autorité sur son personnel scientifique. Pour cela, on crée des *Unités Mixtes de Recherches* (UMR), ce qui en soi semble une bonne idée, puisqu'elles injectent les chercheurs des EPST (et du secteur privé) dans l'Université. Mais l'objectif n'est pas de féconder l'Université (on le voit bien puisque ces UMR se font sans financement supplémentaire et ajoutent à l'asphyxie des universités - nous en reparlerons) ; il est de construire des groupes dont les activités sont dirigées administrativement par des chimères issues du croisement des administrations, et dont les objectifs sont définis par l'ANR. Le CNRS perd donc toute autorité sur ses chercheurs.

Quatrième étape (en cours) : mise en extinction du corps de chercheurs. Ce sont des fonctionnaires, on ne peut pas s'en débarrasser; mais on peut fermer le robinet. Cela dit, comme il y a eu promesse d'augmenter le nombre de chercheurs, il faut agir avec finesse. À la méthode éprouvée, consistant à ne remplacer qu'un départ en retraite sur deux, on ajoute une subtilité : puisque les équipes de recherches sont créées par l'ANR pour des projets sur trois-quatre ans, on ne créera plus que des postes de CDD pour la durée d'un projet. Cela donne des agents vivant dans l'angoisse de l'acceptation du projet suivant, donc soumis par avance aux exigences de l'ANR. Et pour bien montrer à qui il faudra obéir, on crée l'AERES (*Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur*), chargée d'évaluer toutes les équipes scientifiques, sur une grille établie par l'État : plus question de projets de recherche *exploratifs* ou fondamentaux. Comme le disait Madame Bachelot : « *La recherche médicale a une seule finalité : l'amélioration des soins pour les patients* » (2). Généralisons : « *la recherche a une seule finalité : l'amélioration du business* ». Et l'AERES y veillera.

Cinquième (et dernière ?) étape : saucissonnage du

CNRS en *instituts*. C'est la teneur de la lettre de cadrage de Madame Pécresse (3) à la présidente du CNRS Claire Bréchignac : « *substituer aux départements scientifiques actuels une structuration en grands instituts nationaux de recherche* ».

Avec cette dernière décision, la boucle est bouclée, et l'on revient à la situation d'avant-guerre. Mais cette fois-ci l'émiettement de la recherche est voulu. Ce qu'a construit De Gaulle avec la réunion dans le CNRS de tous les Instituts épars en France, dont l'atomisation aboutissait au gâchis financier et à l'impuissance scientifique, le gouvernement actuel le défait, avec pour but précisément affiché de réintroduire cette impuissance. Bien entendu ce qui aura marché pour le CNRS sera ensuite applicable aux autres EPST, et l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) est maintenant en ligne de mire.

Les EPST deviendront alors des *agences de moyens*. Mais bien entendu sans moyens, puisque si le gouvernement ne sait pas ce qu'est la **recherche**, il sait manipuler un budget et financer ce qui lui paraît important. Ainsi a-t-il pu justifier d'une augmentation de budget de la recherche de 1,8 milliards en 2007. Mais cela s'est fait surtout en *crédit d'impôt Recherche*, cadeau offert aux grandes entreprises privées, sans contrepartie : pas d'exigence de résultats, pas de condition de recrutement de doctorants, pas de plafond de dépenses. Pour la recherche publique, en revanche, c'est la grande disette. On peut considérer dès maintenant qu'elle est mourante, non par incapacité, manque de personnel ou de volonté, mais par asphyxie voulue des structures qui la faisaient fonctionner.

François VILLEMONTAIX

(1) Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique.

(2) Meeting à la Mutualité, 5 février 2008.

(3) Lettre du 3 mars 2008.

Royaliste a besoin de vous !

➤ Faites connaître le journal et trouvez-nous des nouveaux abonnés.

➤ Participez à la souscription annuelle (voir page 11).

Golfe troisième

L'Otan se renforce dans le Golfe. La France y crée une base navale. Sans aucun débat.

Le président Bush, invité d'honneur d'Israël pour le soixantième anniversaire de sa création, en profitera pour retourner en Arabie Saoudite où il s'est déjà rendu en janvier. L'Iran devrait une nouvelle fois être à l'ordre du jour. Le président américain est toujours frustré de sa guerre rentrée avec l'Iran. Il a toujours de la peine à devoir en laisser la gloire ou l'opprobre à son successeur. Il n'est pas encore acquis que la troisième guerre du Golfe n'éclatera pas avant janvier 2009. Au moins Bush aura-t-il pu désigner le commandant en chef qui aurait à la mener, le général David Petraeus, actuel commandant des forces en Irak, qu'il vient de nommer commandant en chef du commandement central américain pour le Moyen-Orient et l'Asie Centrale (CENTCOM), poste qu'il prendra, avec l'accord du Sénat, avant la fin de l'année.

Mais d'autres pièces du puzzle continuent de se mettre en place. Dans une démarche passée relativement inaperçue à l'époque, le sommet de l'Otan de juin 2004 à Istanbul avait adopté une initiative consistant à renforcer des liens de coopération avec plusieurs pays arabes, dont quatre des six membres du Conseil de Coopération du Golfe (CGC), le Koweït, Bahreïn, Qatar et les Émirats Arabes Unis. Le sultanat d'Oman et l'Arabie Saoudite sont pour le moment restés à l'écart. Des réunions - en présence de Bernard Kouchner - s'y multiplient, de Koweït à

Manama, qui préparent l'après Irak mais aussi l'anti-Iran. Les Émirats sont déjà hypersécurisés : Qatar abrite le PC avancé de CENTCOM et la principale base américaine repliée d'Arabie Saoudite en 2003. Bahreïn est le siège de la V^e flotte américaine qui couvre l'océan Indien. Ici et là de gigantesques bases aériennes.

La France participe à certaines opérations de contrôle maritime au sein d'une *task force* basée à Bahreïn. Elle a décidé de construire une base permanente à Abou Dhabi qui devrait être opérationnelle en 2009 et être le QG de notre flotte de l'océan Indien. Elle y prend part aux manœuvres terrestres et amphibies dont les dernières au début de l'année ont été baptisées *Bouclier du Golfe* (Gulf Shield).

Le Golfe est une sorte de lac intérieur où l'on n'accède que par le détroit d'Ormuz entre Iran, Oman et les Émirats Arabes Unis. Que n'a-t-on pas dit sur les réserves de pétrole accumulées, les deux tiers de la planète, dans ce *fer à cheval* ? Mais aujourd'hui les dividendes des fonds d'investissement ont dépassé les revenus du pétrole. Dubaï a plus que pris la place de Beyrouth comme capitale financière, commerciale, touristique du Moyen Orient.

La différence avec le Liban de la guerre civile ou même le Koweït du temps de Saddam Hussein est que Dubaï n'a pratiquement pas de population autochtone, à l'exception de quelques familles qui se

partagent les royalties. Si les chiites sont majoritaires à Bahreïn et sur la côte pétrolière de l'Arabie Saoudite, les Émirats orientaux qui se sont le plus développés ces dernières années font quasiment figure d'agnosticisme effréné. Ils sont en tout cas plus tournés vers l'Asie et l'Iran que vers l'Arabie Saoudite qui se sent largement exclue du jeu, surtout depuis le 11 septembre 2001. Si les relations américano-saoudiennes se sont ensuite réchauffées, à preuve les deux voyages de Bush en quelques mois, l'Iran y est pour beaucoup. Riyad et les Émirats, qui ne sont plus ses vassaux, ne voient évidemment pas d'un bon œil les stratégies de la future guerre du nouveau Péloponnèse.

La France suit le mouvement. Elle est appréciée comme facteur d'équilibre dans la région. Certains Émirats nostalgiques de la France voudraient nous faire une place, éduquer leurs filles en français comme au bon vieux temps, accueillir chez eux le Musée du Louvre et les maisons de luxe, enfin, cerise sur le gâteau, Saint-Cyr et nos armes, sabre au clair, casoar et gants blancs. Est-ce que tout ceci fait une politique ? Comment repasserons-nous le détroit d'Ormuz une fois que nous serons entrés dans le Golfe ? Réintégrés dans l'Otan, emmanchés dans la Coalition pour l'Irak et piégés au port d'Abou Dhabi, nous sommes presque en ordre de marche pour la troisième guerre du Golfe, la *der des ders*, avec Téhéran.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **RUSSIE** - Les tests ADN réalisés par un laboratoire américain ont confirmé que les fragments de corps retrouvés à Ekaterinbourg en 2007 étaient bien ceux de deux des enfants du dernier tsar, Nicolas II, assassiné avec toute sa famille en 1918. Le gouverneur de l'oblast de Sverdlosk (Oural), Édouard Rossel, l'a annoncé : « *Les résultats des expertises permettent de dire qu'il s'agit des restes du tsarévitch Alexei et de la princesse Maria* ». « *Maintenant, nous avons retrouvé toute la famille* » a ajouté le gouverneur. Les autres corps des membres de la famille Romanov - ceux du tsar, de sa femme et de trois de leurs filles, extraits d'une fosse commune d'Ekaterinbourg en 1991 - avaient été officiellement identifiés en 1998 par le gouvernement russe et inhumés en grande pompe dans l'ancienne capitale impériale Saint-Petersbourg, en présence du président d'alors Boris Eltsine.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - L'éventualité du changement des règles de succession au trône à l'occasion de la rédaction de la nouvelle loi sur l'égalité (voir notre dernier numéro) a été repoussée par le Procureur général : « *Nous sommes prêts à examiner les arguments en ce domaine complexe, mais il n'existe pas de projets immédiats de légiférer* ». « *Apporter des changements à la loi sur la succession serait une entreprise complexe impliquant la modification ou l'abrogation d'un certain nombre d'articles de la législation correspondante et nécessiterait le consentement d'un certain nombre de nations du Commonwealth* » a-t-il ajouté. Effectivement, la Reine est non seulement le chef d'État du Royaume-Uni mais elle est également la souveraine de quinze autres royaumes du Commonwealth, y compris l'Australie et le Canada.

♦ **ROUMANIE** - L'immense statue équestre de Carol I^{er}, le premier roi de Roumanie qui régna de 1881 à 1914, trône à nouveau sur la place de la Révolution à Bucarest. Ce monument est la copie de celle détruite, à cet endroit, en 1948 par le régime communiste.

♦ **ARABIE SAOUDITE** - Le prince héritier d'Arabie, Sultan Ben Abdelaziz, âgé de 81 ans, a été hospitalisé à Genève le cancer dont il souffre depuis plusieurs années s'étant brutalement aggravé. En cas de décès ce sera au nouveau Comité d'allégeance de la famille royale - mis en place par le roi Abdallah et présidé par l'un de ses proches, son demi-frère Mechaal Ben Abdelaziz - de désigner le nouveau prince héritier. Il aura à départager les deux candidats potentiels : le prince Salman, âgé de 73 ans, émir de Riyad et représentant du clan Soudaïri (les descendants de la sixième épouse d'Ibn Séoud, fondateur de la dynastie) et le prince Moqrèn Ben Abdelaziz, plutôt apprécié par l'opinion et proche du roi Abdallah. Moqrèn, né en 1945, est le plus jeune fils du roi fondateur et l'actuel chef des services de renseignements.

Le temps des immigrés

François Héran est démographe. Normalien, agrégé de philosophie, il dirige actuellement l'Institut national d'Études démographiques. Il est tout particulièrement qualifié pour nous exposer, en toute rigueur scientifique, une question qui est traitée depuis trente ans sur le mode polémique et qui a été l'objet fantasmé de toutes les démagogies – de droite comme de gauche. A l'heure où le gouvernement tente d'appliquer les recettes qui ont échoué partout ailleurs, l'analyse de François Héran est en tous points décisive.

■ **Royaliste : Peut-on avoir un regard scientifique sur l'immigration ?**

François Héran : Cette possibilité est contestée par un certain nombre d'observateurs. Malgré toutes les incertitudes, réelles, qui existent sur la question, il y a tout de même des faits avérés. Pour ma part, je m'en tiendrai aux vérités premières en laissant de côté les raffinements auxquels parviennent des démographes qui parviennent à mettre en évidence des vérités du deuxième ou du troisième ordre.

Je ferai des comparaisons dans le temps et dans l'espace parce que je pense que la méthode comparative, malgré toutes ses difficultés, est pertinente. Pour paraphraser un slogan lancé l'année dernière, je tiens à dire d'entrée de jeu qu'en démographie tout n'est pas possible. Il y a beaucoup d'inertie dans cette science : par exemple, le *baby boom* qui s'est produit voici soixante ans vieillit aujourd'hui la population ; on ne peut pas changer cet état de fait, il faut s'en accommoder.

Mais c'est parce qu'il y a des inerties que nous pouvons faire des prévisions solides sur les années et même sur les décennies à venir.

■ **Royaliste : Quelle est la place de l'immigration dans la dynamique démographique de la France ?**

François Héran : Je rappelle quelques données de base. Quant au développement de la population année après année, les démographes distinguent le solde naturel et le solde migratoire.

Le *solde naturel* s'obtient en soustrayant le nombre des naissances du nombre des décès : nous avons chaque année 300 000 naissances de plus que les décès - ce qui est tout à fait exceptionnel en Europe. Les immigrés apportent leur contribution à ce solde positif : en gros un enfant sur huit naît de mère étrangère ou de père étranger - soit 100 000 sur les 800 000 naissances annuelles. Ces enfants nés en France d'un parent étranger sont très minoritaires si nous nous comparons

à la Suisse où le tiers des naissances est le fait de parents immigrés.

Les Français peuvent être fiers de cet excédent naturel : l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont un solde à peu près nul ! Au Royaume-Uni, l'excédent naturel n'est que de 60 000 personnes environ mais il était nul certaines années, à la fin du siècle dernier. Au contraire, le solde naturel français est stable depuis 1974. Cette situation va durer trente ou quarante ans mais ensuite la population française commencera à baisser.

■ **Royaliste : Avant de préciser ce point, nous voudrions savoir ce que représente actuellement le surcroît de population qui est lié à l'immigration ?**

François Héran : Le *solde migratoire*, qui s'obtient à partir des entrées et des sorties du territoire national, est de moins de 100 000 personnes. On peut ajouter 20 000 ou 30 000 personnes de plus mais l'excédent n'est pas de

200 000 personnes comme l'affirme le conseiller de Nicolas Sarkozy pour ces questions. La contribution des immigrés à la croissance de la population dans le pays est, selon les années, de l'ordre du quart ou du tiers du total.

■ **Royaliste : C'est peu ou c'est beaucoup ?**

François Héran : C'est peu si l'on compare la France et ses voisins. L'Italie et l'Espagne doivent 100 % de leur croissance démographique aux seuls immigrés. En Allemagne, le taux atteint 140 % car ce pays a plus de décès que de naissances depuis 1975 et c'est l'immigration qui surcompense ce déficit. En Angleterre, l'immigration représente 80 % de la croissance annuelle de la population.

■ **Royaliste : Pourtant, bien des responsables politiques français évoquent une invasion et cette impression est forte dans l'opinion publique !**

François Héran : Il est vrai que je heurte des certitudes... Mais il est intéressant de signaler une enquête réalisée dans divers pays européens : elle montre que dans chaque pays beaucoup de citoyens sont persuadés que les immigrés sont plus nombreux chez eux que chez les autres. Il y a là une impossibilité logique ! Le phénomène migratoire est toujours surestimé.

Une autre enquête portait sur la part estimée des résidents étrangers dans la population totale. Réponse moyenne des Français : 29 %, soit 16 millions d'immigrés ! La réalité mesurée par l'INSEE s'établit à 8 %... On peut aller jusqu'à 10 % en ajoutant un nombre maximum de clandestins mais pas au-delà. Les Anglais aussi surestiment énormément alors qu'en Allemagne et en Europe du Nord, la population a une assez bonne appréciation du nombre d'immigrés présents dans le pays.

■ Royaliste : Quant à la réalité de l'immigration, qu'est-ce qui distingue la France des autres nations de l'ouest européen ?

François Héran : Nos flux d'immigration sont minoritaires par rapport à la croissance interne de la population mais, surtout, la France est un vieux pays d'immigration. Cela remonte au milieu du XIX^e siècle, alors que l'Allemagne et la Grande Bretagne furent dans la seconde moitié du XIX^e siècle de grands pays d'émigration.

Nous n'avons pas cessé d'accueillir des immigrés, sauf pendant la crise économique des années trente. Nous avons alors renvoyé beaucoup d'immigrés chez eux et interdit aux étrangers l'accès à un certain nombre de professions libérales : ces lois sont toujours en vigueur et c'est là une exception en Europe. J'ajoute que l'immigration de travail a été interdite en 1974.

Hormis ces périodes, la proportion d'immigrés n'a pas changé.

■ Royaliste : Pourquoi ?

François Héran : Nous avons accueilli un très grand nombre d'immigrés entre 1950 et 1974, mais c'était à l'époque du *baby boom* et la proportion est restée stable.

L'année 1974 est intéressante car c'est l'année de la fin du *baby boom*, c'est la fin des Trente glorieuses et aussi la suspension de l'immigration de travail. Le nombre total d'immigrés a baissé d'un quart puis l'immigration a repris à son rythme normal en 1978.

■ Royaliste : Il est difficile de saisir cette relation entre population immigrée et population française. Comment expliquez-vous qu'un faible nombre d'immigrés suffise pour influencer la population générale ?

François Héran : Si chaque année nous avons une arrivée d'étrangers, même en faible nombre, et si cela dure pendant des décennies, la population finit par comporter un nombre important de citoyens d'origine étrangère. Nous avons fait une enquête sur ce point en 1999 : elle a montré que 24 % des Français avaient au moins un parent d'origine étrangère ou né à l'étranger. C'est une proportion importante mais cela s'est fait sans immigration massive, selon un régime d'*infusion durable*.

■ Royaliste : Dans quels pays observe-t-on une immigration massive ?

François Héran : Nous mesurons le solde migratoire proportionnellement aux populations des pays. Il se trouve que la France, l'Italie et l'Espagne ont en gros le même nombre d'habitants. En France, le solde migratoire se situe entre 1 et 2 % (entre 60 000 et 120 000 immigrés supplémentaires chaque année). Pour l'Espagne, c'est 15 % : il s'agit d'une immigration de première génération et il faut espérer que la seconde génération trouvera à s'employer - à la différence de ce qui s'est produit en France après 1974. Le solde migratoire italien est lui aussi très élevé.

Dans notre pays, à cause de l'ancienneté de l'immigration, la seconde génération est très nombreuse.

■ Royaliste : Peut-on prendre pour critère un optimum de population ?

François Héran : Alfred Sauvy, qui présida l'INED, avait beaucoup milité pour que le principe de l'optimum de population soit reconnu. Je dois vous dire que cette notion a disparu du vocabulaire scientifique. Nous ne savons pas ce que pourrait être la population optimale d'un pays. Il en est de même pour la planète. Dans les années



cinquante, l'ONU avait annoncé qu'il y aurait 6 milliards d'hommes en l'an 2000 ce qui avait provoqué un mouvement de panique. Or la population va continuer de croître pendant un certain temps sans que nous puissions dire que nous avons atteint ou dépassé un optimum. Les questions décisives portent sur les conditions de vie.

■ Royaliste : Quel est l'avenir démographique de la France ?

François Héran : Nous savons que l'immigration jouera un rôle de plus en plus important dans la dynamique démographique de la France. Pour répondre précisément à votre question, il faut évoquer la question complexe des projections démographiques. Nous connaissons le nombre de personnes âgées que nous aurons dans trente ans car ceux qui ont aujourd'hui soixante ans sont évidemment déjà nés ! La fécondité est plus difficile à prévoir mais nous savons combien de femmes seront en âge d'avoir des enfants. Nous pouvons donc prévoir le nombre de naissances pour les trente ou quarante prochaines années. En revanche, nous ne pouvons pas deviner combien d'immigrés arriveront en France : cela dépend des circonstances politiques et de la conjoncture économique. Par exemple, la disparition du communisme européen a provoqué des mouvements considérables de population...

Malgré ces facteurs d'incertitude, l'immigration jouera en France un rôle considérable parce que le solde

naturel de la France va fondre comme neige au soleil.

■ Royaliste : Pourquoi ?

François Héran : Parce que nous aurons de plus en plus de décès : les *baby boomers* ne sont pas immortels ! Actuellement, nous avons peu de décès parce que ce sont les personnes nées (en faible nombre) pendant l'entre-deux-guerres qui disparaissent. Mais les *baby boomers*, nombreux à naître, seront aussi nombreux à mourir ! Sur cinquante ans, le nombre des décès va augmenter de 50 %. Il y aura aussi moins de naissances car les femmes en âge de procréer seront nées après 1974 et seront donc moins nombreuses.

Il arrivera un moment où le solde naturel en baisse croîtra le solde migratoire en hausse. L'immigration deviendra alors la principale composante de notre croissance démographique. Cela se produira dans une trentaine d'années. Et même si l'on parvient à réduire durablement l'immigration de moitié, l'échéance sera reculée de cinq ans seulement. En matière d'immigration, le volontarisme ne peut avoir que des effets très limités : le brassage des populations va continuer. Quant aux capacités d'accueil, c'est une question politique sur laquelle les démographes ne peuvent se prononcer.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

François Héran
Le temps
des immigrés

Seuil, prix franco : 11 €.

Achat immédiat

Avec de Gaulle

Lorsque ça déchoit au sommet de l'État, il est indispensable de préserver son espoir en relisant les classiques.

Bonne idée que de rassembler huit portraits du général de Gaulle (1), écrits dans la passion du moment par des auteurs médiocres (Jean-François Revel, comme toujours bête et méchant), des essayistes brillants (Michel Cazenave) et ce grand historien qu'est Maurice Agulhon. Dans l'urgence, pour se prémunir contre tout pessimisme historique, pour ne pas confondre décadence (inexistante) et l'auto-déchéance d'un agité de passage, je préconise la lecture de Gaston Bonheur (*Charles de Gaulle*) par les plus jeunes, la relecture de Jean Mauriac (*Mort du général de Gaulle*) pour les contemporains et, pour tous publics français et étrangers, l'*À demain, de Gaulle* que Régis Debray publia en 1990 - deux ans après que François Mitterrand eut installé Michel Rocard, son négatif, à Matignon.

Ce beau lendemain du gaullisme, nous étions nombreux à l'espérer dès que la parenthèse rocardienne serait refermée. Ici, nous étions pressés car nous avions le triste privilège de voir se nouer l'alliance libérale-libertaire sous l'égide de Jacques Séguéla incarnant la veulerie communicante. Invoqué par Régis Debray, Charles de Gaulle nous parut à tous égards salubre. Pourtant, il y avait encore un chef de l'État, des conseillers avisés, quelques bons ministres et nous

pensions, à tort, que le Parti socialiste parviendrait à se ressourcer...

Dix-huit ans plus tard, le Général est encore plus indispensable. J'écris cela platement pour tenter de faire retentir la juste note de Régis Debray qui refusait la momification opérée par les médias et par les plumitifs de la nouvelle cour. Charles de Gaulle n'est pas une *Légende*, ni un *Héros*, ni un *Génie* mais un « grand homme » de notre *respublica*. Lisons Régis : « *le grand homme est unifié. Inculte ou non, c'est un conceptuel [...]. De Gaulle était un homme manifestement rassemblé* ». Cette manière d'être s'éclaire par la remarque de Jacques Chaban-Delmas : « *Rien qu'il ne raccordât avec minutie au système entier de ses principes et de ses stratégies* ».

Et si un simple citoyen, un candidat-ministre ou un prince vous demande ce que c'est qu'un chef d'État, apprenez-lui la réponse du Général à Jean-Noël Jeanneney : « *C'est un homme capable de prendre des risques* ». Des risques. Tout le secret est là. Bête comme chou... Bête comme le courage. Car le courage, quand on a le confort, c'est complètement idiot !

Sylvie FERNOY

📖 (1) « *De Gaulle, portraits* » présentés par Jean-Pierre Rioux. Éditions Omnibus, prix franco : 28 € ➔ [Achat immédiat](#)

Mitterrand et Vichy : pour en finir ?

Les deux dernières années de la vie du président Mitterrand ont été pénibles. À lui d'abord et à ceux qui le soutenaient ensuite. Ne parlons pas ici de la maladie ; en quatorze années de vie avec, il avait fini par la dompter autant que ce peut.

Il y eut bien pire, cette campagne abjecte conduite par des ennemis acharnés de toujours et ceux qui ne lui pardonnaient pas son refus de réécriture de l'Histoire et d'avouer la culpabilité pour l'éternité de la France dans la sinistre politique d'élimination des juifs. Des liens à Vichy, et non pas avec, suffisent à vous ranger pour l'Histoire dans la catégorie des personnages douteux. Bien ancrés dans l'esprit de chacun grâce à des campagnes que sa mort n'a même pas fait cesser, il est difficile d'être audible en tentant de rétablir la vérité.

Ce petit livre tente pourtant de rétablir des faits, simplement. Gérard Guicheteau se lance dans cette aventure. *François Mitterrand, la Résistance et Vichy*, est un bon livre. D'abord parce que c'est l'ouvrage d'un homme en colère contre le mensonge et la bêtise. Rien ne motive mieux pour chercher, fouiller, rétablir la vérité. Cette courte œuvre ne cherche pas l'effet littéraire, elle rappelle, précise, éléments à l'appui quel fut l'itinéraire d'un homme dans la pire période de notre Histoire.

Prisonnier de guerre, le monde de François Mitterrand va basculer, conduisant pas à pas vers la gauche un homme élevé et éduqué à droite. Les évasions manquées puis la tentative réussie. Le retour en France, le passage à Vichy

comme grouillot dans une administration chargée d'aider les prisonniers, les débuts rapides dans la Résistance. Le véritable apport du travail de Guicheteau est là, dans les éléments qu'il apporte sur la première période du périple résistant du futur Président. La fameuse *tache blanche* qui a tant servi aux adversaires pour stigmatiser le parcours prétendument collaborateur de François Mitterrand.

L'ambiguïté est de règle dans toute époque troublée, hors quelques rares individualités il n'y pas de parcours parfait durant l'Occupation même chez les plus grands résistants. Ce qui compte aux yeux de ceux qui l'ont aimé et soutenu, c'est que cet homme ait fait un choix, se soit battu et ait risqué sa peau pour quelque chose de grand. Quelque chose que les cuistres qui aujourd'hui tiennent le haut du pavé, et passent leur temps à juger sans rien connaître ou avec une parfaite mauvaise foi ne peuvent même pas comprendre : la grandeur de la France et l'amour qu'on peut lui porter. François Mitterrand avait raison de les mépriser, Guicheteau et son éditeur Gawsewitch ont tout autant raison de défendre son combat et sa mémoire.

P.B.

📖 Gérard Guicheteau - « *François Mitterrand, la Résistance et Vichy* », Éd. Gawsewitch, prix franco : 15 €.

➔ [Achat immédiat](#)

Une éducation politique

Quand Daniel Lindenberg publia sa fameuse *enquête sur les nouveaux réactionnaires* (1), on s'interrogea sur ses arrière-pensées et surtout sur l'éventuel commanditaire d'une telle charge polémique. Je reconnais aujourd'hui m'être trompé moi aussi à ce sujet – Lindenberg ne parlait pas pour un autre, il parlait pour lui-même. Il m'en avait d'ailleurs averti

par un mot bref et courtois, qui ne levait néanmoins pas l'énigme. Quel était son véritable angle d'attaque ? D'où parlait-il, comme on disait autrefois ? Et bien, pour le savoir nous avons désormais cette sorte de confession politique qu'il nous livre à l'enseigne de mai 68 et qui est bien supérieure à la manie commémorative présente (2). Car à travers sa propre éducation militante c'est tout un pan de la culture contemporaine qu'il nous amène à comprendre. Il nous fait confiance ainsi de sa propre équation intérieure qui, à mon sens, est fort loin de se réduire à ce goût pour la *société ouverte* dont l'*enquête* se prévalait. Daniel Lindenberg est rebelle à une adhésion au libéralisme et à ses diverses déclinaisons. Même s'il a beaucoup évolué, à l'image de cette gauche mal à l'aise dans son marxisme originel, le remettant de plus en plus violemment en cause, il a gardé de sa trajectoire des convictions et des habits mentaux qui s'apparentent toujours à la tradition anarcho-syndicaliste, celle d'un Fernand Pelloutier, dont avec Jacques Julliard il continue à entretenir la mémoire.

Son livre est dédié à l'amitié qu'il portait à son camarade Christian Bachmann mort en 1997 et dont l'œuvre sociologique concernant les banlieues s'avère d'une actualité aiguë : « *Il a vraiment fait avancer notre connaissance de la misère du monde, sans pose, ni complaisance, mais avec ce refus têtu de ce que certains osent appeler avec composition le monde comme il va. Quand on voit et on entend ce qui se dit sur les classes dangereuses d'aujourd'hui, sur les quartiers populaires (rebaptisés sensibles), on se dit qu'il nous manque. Ce monde ne lui allait pas, pas plus qu'à moi...* » Il n'y a donc plus d'équivoque possible. Si Lindenberg se démarque des nouveaux réactionnaires, d'une façon si âpre, ce n'est pas pour défendre la société comme elle va ou éventuellement une gauche recyclée à la dynamique du capitalisme mondialisé. C'est toujours pour défendre une certaine idée du combat pour la justice. Et sa défiance innée à l'égard de la réaction ne saurait nous tromper sur ses vraies solidarités intellectuelles, qui, sous certains rapports, le rendent beaucoup plus proche des adversaires qu'il a choisis de pourfendre. J'en veux pour preuve cette confession qui marque des ouvertures parfois surprenantes. Mais c'est toute une histoire qui s'enracine dans une France beaucoup plus compliquée que les oppositions binaires qui la structurent.

par Gérard Leclerc



Voilà qui nous ramène à la vie souterraine des idées sans laquelle mai 68 n'est pas vraiment compréhensible. Mais pour s'accorder sur ce point, il faut admettre l'existence d'une mystérieuse complicité entre les événements et les courants intellectuels. Toutes les querelles d'interprétation se heurtent, en effet, au caractère problématique, paradoxal, et à jamais inélucidable d'un moment qui n'est pas définissable autrement que par son étrangeté culturelle. Le spontanéisme ludique de ces quelques semaines effervescentes n'empêche pas que certains l'aient mieux compris et anticipé que d'autres. Alors que les communistes classiques, les léninistes impavides se frappent la tête, incrédules et furieux devant des phénomènes qui leur échappent et résistent à leurs cadres idéologiques, d'autres baignent avec bonheur dans ce *happening* démesuré. Les anarchistes bien sûr, mais aussi tous ceux qui ont participé à ce bouillon de culture que Lindenberg nous décrit avec son itinéraire et des flashes suggestifs.

Cet itinéraire nous impose d'être piéton de Paris avec lui, mais surtout dans ce canton restreint et dense d'évocations qu'est le Quartier latin avec ses cafés, ses librairies, sa Sorbonne, ses locaux politiques, ses cinémas mythiques. Hélas, l'étudiant d'aujourd'hui ne s'y retrouvera que très partiellement. Identifiera-t-il mieux toutes les figures qui annoncent les glissements des rigidités du marxisme imposé aux analyses libertaires qui chamboulent l'école, le milieu asilaire, les sciences sociales ? Célestin Freinet est-il encore une référence ? Le situationnisme autre chose qu'un mot fétiche ? En quelques décennies, l'eau de la Seine a charrié tellement de souvenirs et d'instantanés éphémères même s'ils symbolisaient des choses précieuses pour les contemporains. Pour ceux qui comme moi appartiennent à la génération de l'auteur, l'anamnèse est à la fois heureuse et mélancolique, sans compter que tout ne fut pas toujours vécu sous le mode festif. Je lis également, en même

temps, d'autres relations qui se distinguent par la tristesse et le déchirement. Les discussions idéologiques et les mutations personnelles étaient souvent infiniment dures, voire cruelles et il ne faut pas oublier que l'intransigeance idéologique, qu'elle se pare des couleurs de Lénine ou de celles de Mao, était redoutable.

Certes, les semaines ensoleillées de mai et de juin 1968 furent pour beaucoup une libération ou l'anticipation d'évolutions ultérieures décisives. *La Breche* dont ont parlé Edgar Morin et ses amis constitue une expression significative pour désigner ce mouvement général de remise en cause. Quarante ans après, on s'interroge à la fois sur l'événement et ses suites. Daniel Lindenberg croit pour sa part que certains « *poursuivent derechef le rêve d'une révolution conservatrice qui tirerait son dynamisme d'une source antérieure à la modernité démocratique.* » Ce qui nous renvoie à sa charge furieuse contre les néo-réactionnaires. J'y vois surtout le signe que certaines interrogations fondamentales n'ont pas été dénouées et que, malgré tant de débats sans cesse renouvelés, les malentendus subsistent. Mais le plus grand malentendu ne concerne-t-il pas *Mai* lui-même, les héritiers et les contempteurs donnant le sentiment que l'événement ne cesse de se dérober en une énigme sans fin ?

📖 (1) Daniel Lindenberg - « *Le rappel à l'ordre - Enquête sur les nouveaux réactionnaires* », Seuil, 2002, prix franco : 11 €.

[Achat immédiat](#)

📖 (2) Daniel Lindenberg - « *Choses vues - une éducation politique autour de 68* », Bartillat, prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

Le massacre des tirailleurs sénégalais

En l'absence d'un ordre formel de tuer les prisonniers de guerre noirs, les massacres d'Africains reçurent une double autorisation : la stigmatisation traditionnelle des noirs en usage dans le discours public allemand d'une part, le déferlement de la propagande raciste dans les médias nazis au cours de la campagne 39-40 d'autre part.

A lors qu'il était étudiant Raffael Scheck, universitaire allemand, enseignant l'histoire de l'Europe moderne aux États-Unis, découvre qu'un massacre de soldats noirs était intervenu aux environs de Lyon en 1940. Quelques années plus tard, il enquête sur cet épisode, découvre l'ampleur des tueries quasi systématiques de tirailleurs sénégalais capturés, d'où ce livre (1) très documenté qui décrit avec rigueur et objectivité une des pages les plus sinistres de l'histoire de l'armée allemande qui, pourtant, n'en manque pas.

Tragique rituel, répété des dizaines et des dizaines de fois avec, au terme, des milliers de soldats lâchement exécutés, des blessés ignoblement achevés. Exemple :

Nous sommes le 7 juin 1940 à Airaines (Somme), après quarante-huit heures de résistance acharnée, l'héroïque capitaine N'Tchoréré à court de munitions se rend avec cinq tirailleurs, il est aussitôt abattu d'une balle dans la nuque, tous ses tirailleurs fusillés le lendemain. À qui attribuer cet exploit ? Non pas à une horde de SS mais à une unité régulière de la Wehrmacht, la 7^e panzer dont le chef est le célèbre Rommel, ce « modèle » qu'année après année l'histoire, fort abusivement, transforme en adversaire chevaleresque et dont on a eu l'impudeur de titrer ses carnets *La guerre sans haine*. Or la 7^e panzer parmi d'autres a laissé derrière son passage un sillon de sang.

Comment ces unités ont-elles pu arriver à ces horreurs ? Comment s'explique la nazification et la barbarisation (2) de l'armée allemande ? Scheck en trouve l'origine dans les rapports entre l'Afrique et l'Allemagne, puissance coloniale de 1884 à 1918 dans le sud-ouest africain. Période marquée par une série de soulèvements écrasés dans le sang par le général Lothar von Trotha « un boucher en uniforme » qui a vu l'anéantissement des peuples hereros, namas, maji-maji.

De nouvelles confrontations eurent lieu lors de la guerre 14-18 contre des tirailleurs régulièrement enrégimentés. Rapidement un mythe se crée selon lequel les soldats allemands auraient été victimes de cruautés « qui n'avaient été vues jusque là que dans des combats contre les nègres ». Battue, l'Allemagne est con-

trainte d'accepter l'occupation de la Rhénanie, où la présence de soldats coloniaux d'occupation réveille la population et déclenche un battage médiatique haineux. Cette campagne de la *Honte Noire* ouvrirait la voie dès 1933 à une propagande insensée qui ne connu plus de bornes avec Goebbels en 39-40.

Les tirailleurs sénégalais « animaux noirs vêtus de kaki, à peine au-dessus du gorille », ces bêtes noires doivent être abattues dès leur capture. Et cette directive du haut commandement déclarait qu'il était honorable de fleurir les tombes des soldats tombés au champ d'honneur mais qu'il était interdit, sous peine de sanction, de faire de même avec celles de tirailleurs – lorsqu'elles existent.

Considéré comme un sous-homme, le tirailleur devient un combattant illégitime, non pro-

tégé par la convention de Genève. « Les massacres de 1940 furent donc autorisés non par des normes juridiques ou des ordres précis mais par un préjugé racial. » Pas un officier de la Wehrmacht n'ignorait ces appels au meurtre, y compris Rommel ancien commandant de la garde personnelle du Führer. L'enquête impose de préciser que certains officiers allemands eurent le courage de résister à cette folie se conduisant avec honneur devant l'adversaire de fait, fut-il noir.

Bilan : 17 000 tirailleurs tués en deux mois sur 40 000 engagés sur le front. Après tant de souffrance quelle reconnaissance la France eut-elle envers ses coloniaux ? De multiples procès furent engagés contre les Allemands du fait de leurs exactions ; s'agissant de victimes blanches les procédures suivaient leur cours. S'agissant de tirailleurs **pas une seule** n'alla jusqu'à son terme. Les promesses faites à nos soldats d'outre-mer ne furent généralement pas tenues d'où la grande révolte du camp de Thiaroye près de Dakar en novembre 1944. Les soldats français tirent, de nombreux morts, des centaines de blessés. Merci la France.

Enfin la fameuse loi de *cristallisation*, loi ségrégationniste qui réduisait à la portion congrue les pensions de retraite et d'invalidité des soldats de couleur. Cette discrimination était ainsi justifiée, il y a peu encore, par un ministre qui n'était pas de droite « *établir l'égalité des droits serait bouleverser l'économie de l'Afrique* » ! On ne sait si cette horreur relève du cynisme, du racisme ou de l'imbécillité. Sans doute des trois ! Il fallut attendre la sortie du film *Indigènes* pour que justice soit enfin pleinement rendue aux survivants.

Il est très important que ce livre ait été écrit – surtout par un Allemand. Il est tout aussi important qu'il soit lu, enfin de ne pas oublier.

Michel FONTAURELLE

📖 (1) Raffael Scheck - « *Une saison noire, le massacre des tirailleurs sénégalais mai-juin 40* », Tallandier, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

(2) Concept forgé par l'historien Omer Bartov.



■ Médaille réalisée en 1920 par le sculpteur K. Goetz lors de la campagne contre « la pollution du sang allemand » par les troupes coloniales françaises qui occupaient la Rhénanie.

Au recto, le profil à charge d'un tirailleur sénégalais, la devise de la République française et cette mention : « *La garde sur le Rhin* ».

Au verso, un phallus dressé couronné d'un casque français et une femme allemande violée attachée au sexe du tirailleur. Une mention : « *La honte noire* ». Cette campagne qui marquera les esprits, permettra l'adoption de lois nazies sur la pureté de la race et la stérilisation des enfants allemands nés de couples mixtes.

Souscription

Une hirondelle ne fait pas le printemps...

Lancée il y a un mois, notre souscription a déjà presque atteint le tiers de la somme qui nous était nécessaire pour assurer l'équilibre de notre budget. Il est vrai que d'une part nous avons comptabilisé dans ce résultat les dons reçus avant le démarrage officiel de la souscription et que, d'autre part, l'objectif que nous avons fixé cette année est particulièrement faible. Il ne faut donc pas que ce résultat fasse illusion et que votre effort se relâche ! Même modeste la somme que nous devons atteindre (10 000 euros) doit l'être impérativement et nous savons bien que nos lecteurs aussi sont touchés par la crise générale et que leurs moyens financiers ont diminué. C'est pourquoi je renouvelle mon appel et vous demande de participer – même d'une manière très modeste – à notre souscription.

Yvan AUMONT

3^e liste de souscripteurs

P.-Y. B. (Hauts-de-Seine) 100 € - Jean-Philippe Chauvin 20 € - Claude Crétoux 53 € - Guy Delranc 40 € - Michèle Dutac 14,48 € - Michel Fontaurelle 150 € - François Fardeau 5 € - Albert Forget 40 € - C.J. (Val-de-Marne) 13 € - Guillaume Kopp 50 € - Guy Leres 200 € - Jean-François et Marie-Thérèse Lespes 30 € - Jean-François Maurel 360 € - Andrea Nery 30 € - François Noir 50 € - Alain Perdrix 30 € - Yolande de Prunel 60 € - Hervé Rumin 40 € - Vincent Rzechtalski 10 €.

Total de cette liste : 1 085,48 €

Total précédent : 1 983,96 €

Total général : 3 069,44 €

[Faire un don en ligne](#)

CONSEIL NATIONAL

Tous les adhérents ont dû recevoir le "*matériel électoral*" nécessaire afin de voter pour la désignation des nouveaux membres du Conseil national.

Rappelons que les votes doivent impérativement nous parvenir **avant le 15 mai**.

La première réunion du nouveau Conseil national se tiendra à Paris le dimanche 23 juin.

BOUTIQUE

Notre "Boutique" sur internet vient d'ouvrir un nouveau rayon. On peut désormais choisir et acheter en ligne divers objets fleurdelisés.

Dans la partie "Librairie" tous les ouvrages de Bertrand Renouvin sont également en vente en ligne.

Notre site : <http://www.narinfo.fr.st>

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 14 mai** : Sujet non encore fixé.

● **Mercredi 21 mai** : Si vous êtes fatigués d'entendre les souvenirs des anciens combattants des barricades du Quartier latin, si vous vous méfiez de ceux qui annoncent la liquidation de Mai 68 tout en pratiquant les transgressions à la mode il y a quarante ans, si vous estimez que les « philosophes » et les agitateurs attitrés de l'époque sont plus vieux que leur âge et parfaitement exaspérants, si vous refusez les célébrations autant que les repentances, alors il faut venir écouter **Daniel LINDENBERG** nous parler de « **Cet obscur désir de révolution** » qui s'est manifesté de diverses manières autour de mai 1968.

Invité régulier de nos réunions, Daniel Lindenberg est historien des idées, professeur de sciences politiques à l'Université de Paris VIII et rédacteur à la revue *Esprit*. Il fut le témoin et l'acteur discret des événements intellectuels et politiques de ces années soixante qui sont encore à déchiffrer. Il rencontrera des

témoins et des acteurs venus d'horizons différents ou opposés. Notre débat pourrait en prendre un tour inédit...

● **Mercredi 28 mai** - Collaboratrice du *Point* et de *Marianne*, auteur des *Maîtres censeurs* qu'elle nous avait présenté en 2002, **Élisabeth LÉVY** est journaliste. Telle est également la profession de **Philippe COHEN**, rédacteur en chef à *Marianne* et directeur du site *Marianne2*, auteur d'ouvrages sur *Le Monde* (avec Pierre Péan), sur la Chine (avec Luc Richard) et sur Bernard-Henry Lévy pour lesquels nous l'avons reçu.

Tous deux publient un ouvrage dans lequel ils parlent avec passion et colère du journalisme – « **Un métier qui a mal tourné** ». Il est vrai que les hommes et les femmes qui font ce métier sont discrédités parce que beaucoup parmi eux se contentent de diffuser par les canaux de l'industrie médiatique les thèmes de l'idéologie dominante et les clichés courants.

Partant de ce sinistre constat, nous engagerons avec nos invités une réflexion sur les moyens de sauver la profession. Malgré ses pièges, La Toile représente une chance mais il ne faut pas y sacrifier d'autres moyens de l'« artisanat de la liberté » qui est indispensable à l'information des citoyens et au débat démocratique.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

[Faire un don en ligne](#)

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Vers les épreuves

Rien ne vaut un détour par l'étranger pour clarifier ses idées et impressions sur les affaires intérieures. Après huit jours en Asie centrale, il m'apparaît clairement que la partie est jouée et perdue pour l'ensemble du milieu dirigeant français. Longtemps, les oligarques nous ont impressionnés en se présentant comme des pragmatiques – les deux pieds sur le terrain et les mains dans le cambouis. Comme nous ne comprenions pas les « réformes », ils changeaient de propagandistes. Cela ne marche plus. Le peuple français ne vit pas au gré de la communication médiatique. Les intellectuels – pas leurs caricatures – débattent loin des querelles dérisoires qui s'étalent dans la presse officielle. Les journalistes – pas les chiens de garde – trouvent leur liberté et leurs lecteurs sur la Toile quand ils n'ont pas la chance de pouvoir écrire sur du papier libre.

Je ne revendique donc pas une lucidité supérieure, au nom d'expériences hors du commun. Si je prenais cette pose, si nous proclamions que *Royaliste* se bat seul contre tous, ce serait atroce parce que cela signifierait que notre combat est perdu. Au retour du Tadjikistan, écrivant dans un journal qui s'est toujours fait un peu partout en France et dans le monde, j'observe que nous sommes dans le mouvement de l'histoire nationale sans en tirer la moindre satisfaction. Pourquoi ?

S'il est vrai que toutes les fractions de l'oligarchie – de droite, de gauche, patronale, syndicale, médiatique – vivent dans la même bulle face à un peuple de salariés, de chômeurs, de

lycéens, d'étudiants et de retraités en colère, nous sommes bel et bien dans une situation prérévolutionnaire. Dès lors, nous perdons notre temps, nous nous dissipons et nous sommes, tous, en danger.

Perte de temps. Quand je suis parti, le 20 avril, la crise alimentaire était au centre de l'actualité. Les pauvres ont faim ? Drôle de découverte. A Douchanbe l'été dernier, la hausse du prix du pain était déjà



angoissante. C'est aujourd'hui une tragédie. Elle frappe d'autres pays, d'autres continents mais l'Asie centrale a subi de surcroît un effroyable hiver : nous ne savons pas encore combien il a fait de morts. Les pays riches, frappés par une crise de riches, devraient réorganiser complètement les relations économiques internationales. Ils ne le font pas. Ils ne le feront pas tant qu'ils n'y seront pas contraints par la pression populaire. C'est parce que les émeutes de la faim ont fait peur, en Afrique, à Haïti, que l'on s'est gravement penché sur le problème.

Et que de temps perdu à répondre des divagations élyséennes et gouvernementales alors qu'on

s'interdit de critiquer les autorités françaises devant des étrangers ! Heureusement, les amis de la France font par eux-mêmes les distinctions nécessaires et, dans la plupart des cas, l'action quotidienne des diplomates, des soldats, des ingénieurs et des entrepreneurs français compense les errements et reniements des très hauts personnages. La tâche était tout de même plus facile, au temps de Dominique de Villepin et de Jacques Chirac...

Dissipation. A l'heure où j'écris, *Radio Nostalgie* célèbre Mai 1968 en diffusant 48 heures durant des documents sonores et des chansons de l'époque. Après huit jours passés à parler de la faim, du froid, de l'Union soviétique, de la guerre civile, ce récit « légendaire » comme ils disent à la radio, est proprement hallucinant. Voici des « anciens combattants » qui n'ont pas combattu. Des intellectuels sans œuvre – excellents charlatans. Des écologistes ennemis d'une politique de développement capable de transformer la nature pour le bien-être des hommes. Des « humanitaires » méprisés ou détestés par les populations qu'ils sont censés sauver à cause de leur égocentrisme et de leurs trafics. Des féministes qui ont produit un discours absurde ou désastreux dans les sociétés où les femmes sont exposées quotidiennement à toutes les formes de violence.

Danger. Dans la rue le 1^{er} mai, on se rassure un peu et on espère que la dynamique des mobilisations l'emportera sur les prudenances – le mot est faible – des directions syndicales. Mais on doit aussi envisager la réaction violente d'une oligarchie aux abois. Nous ne sommes plus en Mai 1968 : le risque de répression sanglante d'une révolte de grande ampleur ne saurait être exclu.

Bertrand RENOUVIN